

02/04/2014



Le procès des journalistes et employés de presse arrêtés dans le cadre de l'affaire KCK (Union des communautés du Kurdistan/Coma Civakên Kurdistan)

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008)

[cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

1. Informations concernant Firat (société de distribution de presse et agence de presse)

Parmi l'ensemble des sources publiques consultées, deux entités apparaissent sous le terme Firat : l'agence de presse Firat News et la société de distribution de presse Firat.



L'agence de presse 'Firat News' (*Ajansa Nûçeyan a Firatê/ANF*) pro-kurde, considérée par le pouvoir turc comme proche du Parti des Travailleurs du Kurdistan (*Partiya Karkerên Kurdistan/PKK*), dispose d'un site internet¹. Elle est citée dans les sources consultées comme suit : Agence de presse Firat ; Agence de presse Euphrate² ; ANF, sigle d'*Ajansa Nûçeyan a Firatê* ; agence de presse ANF (Euphrate). Elle diffuse des articles, des dépêches, des interviews et des reportages photos en 4 langues (kurde kurmandji,

turc, anglais et arabe)³.

¹ <http://ku.firatajans.com/>

² Firat est le terme turc pour Euphrate.

³ Huffington Post, « Firat news agency (agence de presse kurde) est disponible en langue arabe », 28/09/2011 (source photo).

La société de distribution de presse Firat ou 'Firat Dagitim'⁴ est également citée à plusieurs reprises dans des articles ou communiqués de médias français ou turcs.

2. Le procès KCK (Union des communautés du Kurdistan/Coma Civakên Kurdistan)

L'agence de presse Firat et la société de distribution du même nom seront citées dans le cadre de ce que les médias ont appelé *l'affaire KCK ou le procès KCK*.

Début juillet 2012, débute le procès de 193 personnes accusées d'avoir dirigé, d'être membres ou sympathisantes de l'Union des communautés du Kurdistan (KCK)⁵. Le KCK est accusé par les autorités turques d'être la branche politique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Selon l'acte d'accusation, le KCK chercherait à « *remplacer les institutions officielles dans l'Est et le Sud-Est anatoliens* » et à « *favoriser une insurrection dans ces régions* ».

Selon Alican TAYLA, chercheur à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS)⁶, « *Cette nouvelle opération judiciaire a vraisemblablement comme principal objectif d'intimider et de faire taire l'opposition politique considérable qui s'organise autour du BDP⁷ (dont les candidats indépendants ont obtenu 36 sièges aux dernières élections législatives du 12 juin 2011). Supposé être la branche urbaine de l'organisation terroriste PKK (le Parti des travailleurs du Kurdistan), le KCK, et toutes les personnes inculpées dans le cadre de cette affaire, sont accusées de faire l'apologie du terrorisme et d'encourager les mouvements séparatistes, menaçant l'unité de l'Etat turc* ».

Des vagues d'arrestations, conduites dans le cadre de la loi anti terroriste, touchent ainsi des maires, des élus locaux dont la plupart sont membres de ce parti, mais aussi des professeurs d'université, des éditeurs et des journalistes⁸.

3. L'offensive contre les médias durant l'année 2011

Cette offensive s'inscrit notamment dans le cadre de l'affaire KCK. Plusieurs journalistes de médias pro-kurdes sont arrêtés durant l'année 2011 et traduits en justice pour avoir publié des interviews de membres du PKK ou du KCK ou pour avoir couvert des manifestations, notamment du parti pro-kurde BDP (autorisé). Tous encourrent plusieurs années de prison. Parmi eux, on compte⁹ :

- Le chroniqueur et ancien directeur de la publication du quotidien en langue kurde *Azadiya Welat*, Tayyip Temel, interpellé le 4 octobre 2011 à Diyarbakir, puis placé en détention.

- Deux journalistes de l'agence de presse pro-kurde Diha (*Dicle Haber Ajansi*), Kadri Kaya, chef du bureau de l'agence à Diyarbakir, et Erdogan Alkan, correspondant à Batman, arrêtés le 15 avril 2011. On leur reproche essentiellement leur couverture des opérations armées turques et des manifestations kurdes. Ils encourrent vingt ans de prison pour « collaboration » avec le PKK et « propagande » en faveur de cette organisation.

⁴ Dagitim signifie 'distribution' en turc.

⁵ La Croix, « La Turquie ouvre le procès de l'Union des communautés du Kurdistan (KCK) », 09/07/2012.

⁶ TAYLA Alican, *Bilan d'une année inquiétante pour la justice turque*, l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), 16/04/2012.

⁷ *Barış ve Demokrasi Partisi/ Parti pour la Paix et la Démocratie*.

⁸ *Ibid.*

⁹ Reporters sans Frontières (RSF), « Les journalistes pris en otage dans l'offensive contre le PKK », 26/10/2011.

- Le correspondant de l'agence Diha à Mersin, Aydin Yildiz, interpellé le 1er octobre 2011 alors qu'il sortait des locaux du quotidien pro-kurde *Özgür Gündem*. Transféré à Gaziantep pour interrogatoire, il est placé en détention, ainsi que l'éditeur du quotidien, Kazim Seker, interpellé le 4 octobre à Istanbul.

- Deux correspondants de Diha à Istanbul, Safiye Alagas et Olcay Kizilpinar, interpellés en marge d'une marche organisée par le candidat du BDP (parti pro-kurde, autorisé) le 30 juillet 2011. Ils sont accusés de « collaboration » avec le PKK.

3.1. La vague d'arrestations du 20 décembre 2011

Le 20 décembre 2011, 44 journalistes et professionnels des médias sont interpellés par une Unité de la police anti terroriste d'Istanbul dans le cadre de l'affaire KCK¹⁰. Selon Reporters sans Frontières¹¹, ils sont accusés d'appartenir à l'Union des communautés du Kurdistan (KCK) et, par la publication de leurs articles, d'« *entreprise de nature à nuire à l'image de l'Etat* », de « *diffusion de nouvelles propres à porter préjudice à l'Etat turc* », de « *propagande pour un mouvement politique* »¹².

Ce même jour, vers 7 heures du matin, la police antiterroriste perquisitionne les sièges à Istanbul des agences Dicle News Agency (DIHA) et ETHA ainsi que des quotidiens *Özgür Gündem*, *BirGün*, *Vatan* et *Evrensel*, de la revue *Demokratik Modernite*, et de l'imprimerie Gün. Des ordinateurs et divers documents sont saisis. Le domicile du photographe de l'Agence France Presse (AFP), Mustafa Özer, est aussi perquisitionné. Des opérations similaires ont lieu à Ankara, Diyarbakir, Izmir, Van et Adana. « *Elles auraient été ordonnées par la 9ème chambre de la cour d'Assises d'Istanbul dans le cadre de l'enquête sur le réseau KCK* »¹³.

D'après les premières informations reçues par Reporters sans Frontières, ces arrestations ne visaient pas seulement les médias pro-kurdes, mais également des collaborateurs de médias collaborant ponctuellement avec eux. Zeynep Kuray (reporter) et Ömer Celik (photographe) du quotidien de gauche *Birgün* ainsi que le reporter, Cagdas Ulus, du quotidien *Vatan* sont ainsi placés en garde à vue.

Selon le directeur de publication de *Birgün*, Meriç Senyüz : « *Même si cette rafle apparaît comme étant dirigée contre les journalistes d'ANF et de DIHA, elle touche en fait l'ensemble de la profession* »¹⁴.

Trente-six des 44 journalistes et collaborateurs de presse arrêtés sont placés en détention préventive le 24 décembre 2011 après avoir été interrogés. Huit d'entre eux sont relâchés, dont le photographe de l'AFP, Mustafa Ozer dans l'attente de leur procès¹⁵.

¹⁰ RSF, « Nouvelle rafle dans l'affaire KCK : une quarantaine de journalistes en garde à vue », 20/12/2011 ; Communiqué de la Fédération Européenne des Journalistes (FEJ), « La FEJ condamne une nouvelle vague d'arrestations de journalistes en Turquie », 22/12/2011 ; Agence ANF, « Dec 20: The day independent journalism was arrested », 21/12/2013. Les chiffres varient selon les sources de 36 à 46. Le chiffre le plus souvent cité est celui de 44 personnes arrêtées le 20 décembre. Selon l'ANF, 2 journalistes auraient été arrêtés dans le cadre de cette même affaire quelques jours plus tard.

¹¹ RSF, 20/12/2011, art. cit.

¹² Site web 'Rudaw.net', « Turkish Crackdown on Pro-Kurdish Journalists Rings Alarm Bells », 02/12/2013 ; Blog 'Susam-sokak' « Le procès de 46 journalistes passe inaperçu des médias français », 23/02/2013.

¹³ RSF, « Nouvelle rafle dans l'affaire KCK : une quarantaine de journalistes en garde à vue », 20/12/2011.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ RSF, « Nouvelle rafle dans l'affaire KCK : une quarantaine de journalistes en garde à vue », 20/12/2011 ; Appel de la Plateforme de soutien aux journalistes emprisonnés (*Tutuklu Gazetecilerle Dayanışma Platformu – TGDP*) à la presse et à l'opinion publique, « 10 septembre : Le plus grand procès de presse de l'histoire de la République de Turquie », 27/08/2012 ; Agence ANF, « Dec 20: The day independent journalism was arrested », 21/12/2013 ; AZADI Maxime, « Rafle contre les médias kurdes en Turquie : 38 arrestations », Mediapart, 20/12/2011 ; The Associated Press (Bdd Pressed), « Report: AFP photographer released in Turkey », 24/12/2011 ; PEN International, « Turkey: One Journalist Released but 22 Others Remain Detained in Kurdish Press Trial », 03/10/2013.

Il s'agit de la plus vaste opération organisée contre les journalistes en Turquie.

3.2. Les listes des journalistes et employés de presse arrêtés

La Fédération Européenne des Journalistes (FEJ) puis la Plateforme de soutien aux journalistes emprisonnés (*Tutuklu Gazetecilerle Dayanışma Platformu/TGDP*) publient chacune une liste des journalistes arrêtés dont une majorité est employée par le quotidien *Özgür Gündem* et l'agence DIHA¹⁶.

Liste des journalistes arrêtés publiée par la Fédération Européenne des Journalistes (FEJ) en décembre 2011

Arzu Demir (ETHA editörü¹⁷), Ayse Oyman (Özgür Gündem),
Berxwedan Yaruk (Demokratik Modernite Dergisi çalisani¹⁸)
Cihan Albay, Çağdas Kaplan (DIHA muhabiri-Istanbul)
Çağdas Ulus (Vatan Gazetesi muhabiri¹⁹)
Çigdem Aslan, Davut Uçar (Etik Ajans Müdürü)
Dilek Demirel (DIHA-Izmir)
Ertus Bozkurt (Firat Dagitim çalisani)
Evrin Kepenek (DIHA muhabiri-Van)
Eylem Sürmeli (eski Özgür Gündem çalisani)
Fatma Koçak (DIHA Yazisleri Müdürü-Istanbul)
Günes Ünsal (DIHA İngilizce Servisi-Istanbul)
Hamza Sümeli (Gün Matbaasi çalisani)
Hatice Bozkurt (Özgür Gündem)
Haydar Tekin (Firat Dagitim eski çalisani)
Hüseyin Deniz (Gazeteci²⁰)
Ismail Yildiz (Istanbul)
Kenan Kirkaya (DIHA Ankara Temsilcisi-Ankara)
Mazlum Özdemir (DIHA muhabiri-Diyarbakir)
Murat Eroglu (DIHA eski çalisani)
Mustafa Özer (AFP muhabiri)
Nahide Ermis (Özgür Halk ve Demokratik Modernite Dergisi Yayin, Kurulu Üyesi)
Nevin Erdemir (Özgür Gündem Gazetesi çalisani)
Nurettin Firat (Özgür Gündem Gazetesi yazari²¹)
Oktay Candemir (DIHA eski çalisani)
Ömer Çelik (BirGün gazetesi ve DIHA muhabiri-Istanbul)
Ramazan Pekgöz (DIHA editörü-Diyarbakir)
Sadik Topaloglu (DIHA muhabiri-Sanliurfa)
Semiha Alankus (DIHA editörü-Diyarbakir)
Sevinç Tuncelli (DIHA-Izmir)
Sibel Güler (Özgür Gündem eski çalisani)
Seref Sümeli (Firat Dagitim eski çalisani)
Yüksel Genç (Özgür Gündem)
Zeynep Kuray (BirGün Gazetesi ve ANF muhabiri)
Ziya Çiçekçi (Özgür Gündem Gazetesi İmtiyaz Sahibi ve Sorumlu, Yazisleri Müdürü),
Zuhal Tekiner (DIHA İmtiyaz Sahibi-Istanbul).

¹⁶ Communiqué de la Fédération Européenne des Journalistes (FEJ), « La FEJ condamne une nouvelle vague d'arrestations de journalistes en Turquie », 22/12/2011 ; Appel de la Plateforme de soutien aux journalistes emprisonnés, 27/08/2012, art. cit.

¹⁷ Editörü : rédacteur en chef

¹⁸ Calisani : employé, personnel.

¹⁹ Muhabiri : correspondant.

²⁰ Gazeteci : journaliste.

²¹ Yazari : auteur.

**Liste publiée par la Plateforme de soutien aux journalistes emprisonnés
(*Tutuklu Gazetecilerle Dayanışma Platformu/TGDP*) le 27 août 2012**

Selahattin ASLAN: éditeur de la revue *Demokratik Modernite*
Semiha ALANKUŞ: agence Dicle (DÎHA), responsable du bureau de Diyarbakır
Ertus BOZKURT: éditeur, agence Dicle (DÎHA)
Oktay CANDEMİR: ancien reporter de l'agence Dicle (DÎHA) (bureau de Van)
Ömer ÇELİK: reporter, agence Dicle(DÎHA)
Ziya ÇİÇEKÇİ: Özgür Gündem gazetesi imtiyaz sahibi
Ömer ÇİFTÇİ: *Demokratik Modernite*
Dilek DEMİRAL: ancien éditeur à Özgür Gündem
Hüseyin DENİZ: ancien journaliste à Özgür Gündem, actuellement reporter à Evrensel
Nevin ERDEMİR: éditeur et reporter à Özgür Gündem
Nahide ERMIŞ: membre du comité fondateur de la revue *Demokratik Modernite*
Nurettin FIRAT: rédacteur à Özgür Gündem
Yüksel GENÇ: rédacteur à Özgür Gündem
Sibel GÜLER: ancienne éditrice, Özgür Gündem
Çagdas KAPLAN: agence Dicle (DÎHA)
Kenan KIRKAYA: agence Dicle (DÎHA), responsable du bureau d'Ankara
Turabi KİŞİN: éditeur au journal *Özgür Gündem*
Fatma KOÇAK: rédactrice en chef de Dicle (DÎHA)
Zeynep KURAY: reporter au quotidien *BirGün*, employée à l'agence *Firat*
Ayse OYMAN: ancienne chef de rubrique à Özgür Gündem
Mazlum ÖZDEMİR: éditeur, agence Dicle (DÎHA)
Ramazan PEKGÖZ: éditeur, agence Dicle (DÎHA)
Zuhal TEKİNER: agence Dicle (DÎHA)
Sadık TOPALOĞLU: agence Dicle (DÎHA), bureau d'Urfa
Davut UÇAR: journaliste indépendant
Pervin YERLİKAYA: reporter, agence Dicle (DÎHA)
Emin YILDIRIM: propriétaire et directeur du journal *Azadiya Welat*
Ismail YILDIZ: rédacteur en chef de *Dersim Gazetesi*
Nilgün YILDIZ: reporter à l'agence Dicle (DÎHA)

Employés d'entreprises de presse emprisonnés

Cihat ABLAY: employé à l'entreprise de distribution *Firat Dağıtım*
Çigdem ASLAN: employé à *Firat Dağıtım*
İrfan BİLGİÇ: employé à *Firat Dağıtım*
Seyhmus FİDAN: employé à *Firat Dağıtım*
Saffet ORMAN: employée à *Demokratik Modernite*
Haydar TEKİN: ancien employé à *Firat Dağıtım*

La liste de la FEJ comporte 38 noms, celle de la Plateforme de soutien, 35.

Plusieurs noms mentionnés dans la liste de la Plateforme de soutien aux journalistes emprisonnés publiée en août 2012 ne figurent pas sur celle de la FEJ de décembre 2011.

Il s'agit de :

Selahattin ASLAN (éditeur de la revue *Demokratik Modernite*), Ömer ÇİFTÇİ (*Demokratik Modernite*), Turabi KİŞİN (éditeur au journal *Özgür Gündem*), Pervin YERLİKAYA (reporter, agence Dicle/DÎHA), Emin YILDIRIM (propriétaire et directeur du journal *Azadiya Welat*), Nilgün YILDIZ (reporter à l'agence Dicle/DÎHA), İrfan BİLGİÇ (employé à *Firat Dağıtım*), Seyhmus FİDAN (employé à *Firat Dağıtım*), Saffet ORMAN (employée à *Demokratik Modernite*).

On peut supposer que ces personnes ont été arrêtées entre décembre 2011 et août 2012, dates de publications des 2 listes. Cela a notamment été le cas de Turabi KİŞİN (éditeur au journal *Özgür Gündem*) qui a été interpellé le 30 décembre 2011²².

Onze personnes portées sur la liste de la FEJ de décembre 2011 ne sont pas mentionnées dans celle de la Plateforme de soutien d'août 2012. Six d'entre elles ont été libérées le 24 décembre 2011. Il s'agit de :

Mustafa OZER (correspondant AFP)²³, Arzu DEMIR (rédacteur en chef ETHA), Eylem SURMELI (employé à *Ozgur Gundem*), Savinç TUNCELLI (DIHA – Izmir), Günes UNSAL (DIHA Istanbul) et Seref SUMELI (employé Firat Dagitim)²⁴.

On peut supposer qu'il en a été de même pour les 5 autres journalistes ne figurant pas sur la seconde liste : Berxwedan YARUK (employé du magazine *Demokratik Modenite*), Cagdas ULUS (journaliste correspondant à *Vatan*), Murat EROGLU (employé DIHA), Hamza SUMELI (employé *Gün*), Hatice BOZKURT (*Ozgur Gundem*).

4. Le procès des journalistes et collaborateurs de presse arrêtés le 20 décembre 2011

10 septembre 2012 : le procès de 44 journalistes et collaborateurs de médias pro-kurdes, dont 36 sont en détention préventive depuis le 20 décembre 2011, s'ouvre auprès de la 14e chambre de la Cour d'assises spéciale d'Istanbul²⁵. Le correspondant turc de Reporters sans Frontières, qui assiste à l'audience, « demande la libération immédiate de tous les journalistes mis en cause du fait de leurs activités professionnelles. L'organisation [RSF] appelle la justice à respecter leur droit à un procès juste et équitable ».

12 septembre 2012 : la Cour rejette toutes les demandes des avocats de la défense : demandes de libération conditionnelle, remise en cause de la validité de l'acte d'accusation, possibilité pour les prévenus de s'exprimer dans leur langue maternelle, le kurde²⁶. Elle décide aussi de transférer les audiences au tribunal de Silivri, à 80 km d'Istanbul. Reporters sans Frontières critique le déplacement du procès estimant que « la Cour cherche clairement à le soustraire au regard de la société civile »²⁷.

4.1. La loi 6352 du 5 juillet 2012

Dans le cadre de ce procès, un certain nombre de détenus seront libérés dans le cadre de la loi 6352 adoptée le 5 juillet 2012, dans le cadre du 3^{ème} volet de la réforme du système judiciaire²⁸.

²² Site web 'Bianet', « Two more Journalists arrested », 04/01/2012.

²³ Mustafa Ozer a effectivement été libéré le 24 décembre 2011 (The Associated Press (Bdd Pressed), « Report: AFP photographer released in Turkey », 24/12/2011).

²⁴ Eylem SURMELI a été libéré le 24 décembre 2011 (Site web 'Turkey Press Freedom', « 36 more journalists arrested in Turkey, totalling 99 journalists in prison », 24/12/2011).

²⁵ RSF, « Quarante-quatre journalistes en procès : 'la criminalisation du journalisme doit cesser' », 10/09/2012.

²⁶ RSF, « Procès de masse de journalistes : deux mois de plus en prison, la justice à l'abri des regards », 13/09/2012.

²⁷ *Ibid.*

²⁸ Freedom House, *Freedom of the Press Turkey 2013*.

La loi 6352 adoptée le 5 juillet 2012²⁹

La loi 6352 modifie la loi anti terroriste 3713 du 12 avril 1991 relative à la lutte contre le terrorisme (LLT) afin de la mettre en conformité avec la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme. Elle abolit les tribunaux pénaux spéciaux autorisés par l'article 250 du Code de procédure pénal (CPP) et compétents pour les infractions graves, notamment les délits relevant de la loi antiterroriste³⁰.

« Cette loi prévoit la suspension pour trois ans de toutes les poursuites et condamnations prononcées pour des "délits de presse et d'opinion", dès lors que les accusés risquent un maximum de cinq ans de prison et que les faits ont été commis avant le 31 décembre 2011. Si les intéressés ne commettent aucun délit de même nature pendant cette période, leur dossier sera définitivement classé. Dans le cas inverse, l'enquête ou le procès suspendu reprendra son cours. Cette loi préconise aussi la limitation des détentions préventives et une justification concrète des décisions de maintien en détention préventive »³¹.

Reporters sans Frontières note toutefois que cette loi n'a entraîné que peu de libérations de journalistes et que certaines de ses dispositions, comme la suspension pendant trois ans des poursuites, placent de fait les journalistes en sursis, les contraignant durant cette période au silence ou à l'autocensure³².

4.2. Les audiences du procès

► **Audience du 13 septembre 2012** : Le reporter du quotidien *Vatan* (Patrie) Cagdas Ulus, accusé de liens avec le KCK, et *Cihat Ablay*, employé de la société de distribution *Firat* sont remis en liberté conditionnelle. Trente-quatre personnes arrêtées en décembre 2011 demeurent en détention³³.

► **Audience du 8 février 2013** : La 15ème chambre de la cour d'Assises d'Istanbul ordonne la remise en liberté conditionnelle d'*Ismail Yildiz*, reporter de l'agence de presse ANF (*Firat/Euphrate*), de Pervin Yerlikaya, comptable de l'agence de presse *Diha* (Tigre), de Zuhul Tekiner, co-propriétaire de *Diha*, de Ziya Ciçekçi, co-propriétaire du quotidien *Özgür Gündem* (Agenda libre), de Cagdas Kaplan, reporter de *Diha* à Istanbul, d'Ömer Ciftçi, co-propriétaire de l'hebdomadaire *Demokratik Modernite* (Modernité démocratique) et de Saffet Orman, employé de ce dernier titre. Ils comparaitront libres lors des prochaines audiences³⁴.

Ces détenus, incarcérés depuis le 21 décembre 2011, sont libérés « compte tenu de la durée déjà passée en détention » et de « l'état des pièces à conviction » mais ils demeurent soumis à une interdiction de sortie du territoire³⁵.

Vingt-six personnes demeurent toujours incarcérées dans le cadre des arrestations de décembre 2011. La Cour justifie leur maintien en détention par le fait que « la durée actuelle de la détention préventive respecte pour le moment les normes définies par la

²⁹ RSF, « Chronique du harcèlement judiciaire des médias en Turquie. Juillet-novembre 2012 », 07/11/2012.

³⁰ Conseil de l'Europe, Comité d'experts sur le terrorisme (CODEXTER), Turquie : Profils nationaux relatifs à la capacité de lutte contre le terrorisme, 05/2013.

³¹ RSF, « Chronique du harcèlement judiciaire des médias en Turquie. Juillet-novembre 2012 », 07/11/2012.

³² *Ibid.*

³³ *Ibid.*

³⁴ RSF, « Législation antiterroriste : la réforme annoncée doit être à la mesure des enjeux », 13/03/2013 ; Blog 'Susam-sokak' (blog d'Etienne Copeaux), « Le procès de 46 journalistes passe inaperçu des médias français », 23/02/2013.

³⁵ RSF, 13/03/2013, art. cit.

Cour européenne des droits de l'homme, qu'il existe toujours des soupçons plausibles à l'encontre des accusés, et que des mesures alternatives de contrôle judiciaire s'avèreraient insuffisantes ». Leur libération sera examinée lors de la prochaine audience, fixée au 22 avril 2013³⁶.

➤ **Audience du 22-26 avril 2013** : La Cour décide de libérer le 26 avril Zeynep Ceren Kuray, reporter de l'agence de presse Firat, et Sadik Topaloglu, correspondant de l'agence de presse Diha. Zeynep Kuray était accusée dans le cadre de ses articles sur les violations des droits humains en Turquie, de « *mettre l'Etat en difficulté* » et d' « *encourager les citoyens kurdes à passer à l'action* »³⁷.

Vingt-quatre journalistes et collaborateurs de presse demeureront incarcérés au motif qu'« *ils risqueraient de s'évader* » et que « *les peines prévues pour les chefs d'accusation retenus contre eux sont lourdes* ». Selon les dispositions d'une nouvelle loi adoptée le 25 janvier 2013, les accusés ont été autorisés pour la première fois à se défendre en langue kurde. Toutefois, bien que la loi précise que les frais de traduction sont assurés par l'Etat, les accusés ont en fait dû les assumer³⁸.

➤ **Audience du 17-19 juin 2013** : Les journalistes Selahattin Aslan et d'Ömer Çelik sont remis en liberté provisoire³⁹.

➤ **Audience du 6 décembre 2013** : La 8ème audience du procès des journalistes arrêtés le 20 décembre 2011 se tient à Silivri. Nilgün Yıldı, reporter de l'agence DIHA est remis en liberté mais 19 autres journalistes demeurent en détention dans le cadre de ce procès. Elle devra se présenter le 14 janvier 2014 lors de la prochaine audience du procès⁴⁰.

➤ **Audience du 13 janvier 2014** : Reporters sans frontières dénonce l'enlèvement du procès des 44 journalistes accusés d'appartenir au comité des médias de l'Union des communautés du Kurdistan (KCK) dès l'ouverture de la 9ème audience. Celle-ci, qui devait durer une semaine, est close dès le 14 janvier car la Cour estime que le climat est trop tendu pour permettre des débats sereins. Elle a rejeté toutes les demandes de la défense (arrêt du contentieux et révocation du jury)⁴¹.

La journaliste de *Demokratik Modernite*, Nahide Ermis est toutefois remise en liberté conditionnelle mais les accusations contre elle ne sont pas levées. Dix-huit professionnels des médias, incarcérés dans cette affaire depuis le 20 décembre 2011, resteront en détention jusqu'à la prochaine audience fixée au 3 mars 2014⁴². Il s'agit de :

Semiha Alankuş, Ayşe Oyman, Nahide Ermiş, Dilek Demiral, Sibel Güler, Nevin Erdemir, Yüksel Genç, Kenan Kırkaya, Mazlum Özdemir, Ertuğ Bozkurt, Mehmet Emin Yıldırım, Turabi Kişin, Nurettin Firat, Hüseyin Deniz, Haydar Tekin, Şehmus Fidan, Davut Uçar, Ramazan Peköz ve Mikail Barut⁴³.

³⁶ *Ibid.*

³⁷ Blog 'Susam-sokak' (blog d'Etienne Copeaux), « Le procès de 46 journalistes passe inaperçu des médias français », 23/02/2013.

³⁸ PEN International, « Turkey: One Journalist Released but 22 Others Remain Detained in Kurdish Press Trial », 03/10/2013.

³⁹ Le blog de Philochar, « La liberté de la presse attendra en Turquie... », 20/06/2013.

⁴⁰ DIHA, « 'It is normal that this sense of journalism disturbs governments' », 02/12/2013; IFEX, « Two journalists freed in Turkey, but sixty others remain in jail », 12/12/2013.

⁴¹ RSF, « Chronique du harcèlement des médias en Turquie depuis janvier 2014- Piétinement de l'affaire KCK », 14/01/2014.

⁴² RSF, 14/01/2014, art. cit.

⁴³ Agence ANF (Firat News), « Petition for the Kurdish journalists to be tried on January 13 », 04/01/2014.

Les mesures législatives adoptées en mars 2014⁴⁴

Plusieurs lois sont entérinées début mars 2014 dans le cadre de la réforme du système judiciaire en cours. Parmi les nouvelles dispositions, figure le transfert vers les Cours correctionnelles des cas jusqu'alors traités par les tribunaux spéciaux, compétents pour juger les questions de terrorisme. La suppression de ces tribunaux spéciaux avait déjà été décidée par la loi 6352 du 5 juillet 2012 mais ils continuaient à traiter les dossiers en cours jusqu'à leur conclusion. La durée maximum de la détention préventive est à cinq ans au lieu de sept ans et demi jusque-là, et les écoutes téléphoniques ordonnées par des magistrats sont limitées⁴⁵.

➤ **Audience du 3 mars 2014** : les accusés, en détention ou non, annoncent dès la veille de l'audience qu'ils n'assisteront pas à celle-ci qui débute ce jour. Ils précisent que la suppression des tribunaux spéciaux n'est qu'une mesure à la marge, pour régler des dissensions au sein du pouvoir. Ils affirment qu'ils ne reconnaîtront aucune légitimité à ces nouveaux tribunaux tant que la loi anti terroriste n'est pas abrogée et les prisonniers malades ne sont pas libérés⁴⁶. Les journalistes emprisonnés Ayşe Oyman, Sibel Güler et Dilek Demirel sont remis en liberté provisoire. Le procès est ajourné jusqu'au 5 mai 2014⁴⁷.

5. Récapitulatif des informations concernant les employés de la société de distribution Firat et les journalistes de l'agence Firat News (Euphrate/ANF) dans le cadre de ce procès

Les arrestations

Il ressort de l'ensemble des sources consultées que les *personnes suivantes employées par la société de distribution Firat ou par l'agence de presse Firat News (Euphrate/ANF) ont été arrêtées en décembre 2011 dans le cadre de l'affaire KCK* :

- Ertus BOZKURT, Haydar TEKIN, Seref SÜMELI⁴⁸, Cihat ABLAY, Çigdem ASLAN, Irfan BİLGİÇ, Seyhmus FİDAN, employés de la société Dagitim Firat.
- Ismail YILDIZ, reporter de l'agence de presse ANF (Firat/Euphrate)⁴⁹
- Zeynep KURAY, reporter au quotidien *BirGün*, employée à l'agence Firat.

Les libérations

- Seref SÜMELI est libéré le 24 décembre 2011⁵⁰.
- Ismail YILDIZ, reporter de l'agence de presse ANF (Firat/Euphrate) est remis en liberté le 8 février 2013 par la 15ème chambre de la cour d'Assises d'Istanbul⁵¹.

⁴⁴ Anadolu Agency, « Turquie : le Président de la République a approuvé la loi qui supprime les tribunaux spéciaux », 06/03/2014.

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ Agence ANF (Firat News), « Kurdish journalists to refuse to attend court in 'KCK Press Trial' », 03/03/2014

⁴⁷ Agence ANF (Firat News), « Kurdish journalists to refuse to attend trial », 02.03.2014.

⁴⁸ Selon un article publié dans Mediapart, H. Tekin et S. Sümeli seraient en fait d'anciens employés de Dagitim Firat (AZADI Maxime, « Rafle contre les médias kurdes en Turquie : 38 arrestations », Mediapart, 20/12/2011).

⁴⁹ RSF, « Législation antiterroriste : la réforme annoncée doit être à la mesure des enjeux », 13/03/2013. Le nom d'Ismail Yildiz est mentionné sur la liste de la Plateforme de soutien mais en tant que rédacteur en chef de *Dersim Gazetesi*.

⁵⁰ CNN Türk, « 36 gazeteci tutuklandı », 24/12/2011.

⁵¹ RSF, « Législation antiterroriste : la réforme annoncée doit être à la mesure des enjeux », 13/03/2013.

- Zeynep Ceren KURAY, reporter de l'agence de presse Firat, est libérée le 26 avril 2013⁵².

- Cihat ABLAY, employé de la société de distribution Firat est remis en liberté conditionnelle le 13 septembre 2012⁵³.

- Çigdem ASLAN est remis en liberté provisoire le 16 novembre 2012 dans l'attente de son procès⁵⁴.

- İrfan BİLGİÇ était toujours en détention en août 2013⁵⁵. Un message sur Tweeter publié sur le compte de Frederike Geerding et daté du 27 septembre 2013 indique qu'il aurait été relâché ainsi que Fatma Koçak (Diha)⁵⁶.

Le nom d'İrfan BİLGİÇ ne figure plus sur la liste des personnes toujours en détention publiée à l'issue de l'audience du 13 janvier 2014 (voir *supra*).

- Haydar TEKİN et Seyhmus FİDAN, sont libérés le 27 mars 2014. Ce dernier était détenu à la prison fermée de type F de Kandira⁵⁷.

Maintien en détention

- Ertuğ Bozkurt était toujours en détention en janvier 2014⁵⁸.

⁵² RSF, « Chronique du harcèlement des médias en Turquie depuis mars 2013 », 29/04/2013.

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ Archives de la Fédération européenne des Journalistes, « Set journalists free in Turkey: EFJ campaign update », 16/11/2012.

⁵⁵ Epoch Times, « After Gezi Park Protests, Journalists Targeted for Reporting », 23/08/2013.

⁵⁶ Message tweeter de Frederike Geerdink du 27/09/2013. Frederike Geerdink, est une journaliste indépendante qui étudie sur la question des droits de l'homme en Turquie depuis 2006. Elle a créé le site 'KurdishMatters.com' et a travaillé à *The Globe Times* ainsi que dans divers médias internationaux turcs et néerlandais, notamment.

⁵⁷ The European Federation of Journalists (EFJ), « Turkey°: EFJ Welcomes Release of Journalists, but Denounces YouTube Blocking », 27/03/2014.

⁵⁸ Agence ANF (Firat News), « Petition for the Kurdish journalists to be tried on January 13 », 04/01/2014.

Bibliographie et sources consultées

Dernière consultation des sites web en date du 31/03/2014

Rapports/Notes

FIDH/OMCT, *Turquie : 'Présumés coupables', la criminalisation des défenseurs des droits de l'Homme - Rapport de mission d'enquête internationale*, 05/2012

<http://www.fidh.org/IMG/pdf/obsrapporttr2012fr.pdf>

TAYLA Alican, *Bilan d'une année inquiétante pour la justice turque*, l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), 16/04/2012

http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/observatoire-turquie/bilan-dune-ane-inquietante-pour-la-justice-turque.pdf

Conseil de l'Europe, Comité d'experts sur le terrorisme (CODEXTER), *Turquie : Profils nationaux relatifs à la capacité de lutte contre le terrorisme*, 05/2013

http://www.coe.int/t/dlapil/codexter/Country%20Profiles/Profiles-2013-Turkey_FR.pdf

Freedom House, *Freedom of the Press Turkey 2013*

<http://www.freedomhouse.org/report/freedom-press/2013/turkey#.UzlsqVN1LwM>

Articles/Communiqués

Reporters sans Frontières, « Les journalistes pris en otage dans l'offensive contre le PKK », 26/10/2011

http://fr.rsf.org/turquie-les-journalistes-pris-en-otage-26-10-2011_41280.html

Reporters sans Frontières, « Nouvelle rafle dans l'affaire KCK : une quarantaine de journalistes en garde à vue », 20/12/2011

http://fr.rsf.org/turquie-nouvelle-rafle-contre-les-medias-20-12-2011_41577.html

Site web 'Firat News.com', « Kurdish media raided in KCK operation – Update », 20/12/2011

<http://en.firatajans.com/news/freedom-of-the-press/kurdish-media-raided-in-kck-operation-update.htm>

Blog de Maxime AZADI avec ActuKurde [Mediapart], « Rafle contre les médias kurdes en Turquie : 38 arrestations », 20/12/2011

<http://blogs.mediapart.fr/blog/maxime-azadi/201211/rafle-contre-les-medias-kurdes-en-turquie-38-arrestations>

Communiqué de la Fédération Européenne des Journalistes (FEJ), « La FEJ condamne une nouvelle vague d'arrestations de journalistes en Turquie », 22/12/2011

<http://www.snj.fr/spip.php?article4194>

Site web 'Turkey Press Freedom', « 36 more journalists arrested in Turkey, totalling 99 journalists in prison », 24/12/2011

<http://turkeypressfreedom.wordpress.com/2011/12/24/36-more-journalists-arrested-in-turkey-totaling-99-journalists-in-prison/>

CNN Türk, « 36 gazeteci tutuklandı », 24/12/2011

<http://www.cnnturk.com/2011/turkiye/12/24/36.gazeteci.tutuklandi/641816.0/>

Site web 'Bianet', « Two more Journalists arrested », 04/01/2012

<http://www.bianet.org/english/minorities/135202-two-more-journalists-arrested>

La Croix, « La Turquie ouvre le procès du KCK », 09/07/2012

<http://www.uekf.org/?p=303>

Appel de la Plateforme de soutien aux journalistes emprisonnés (*Tutuklu Gazetecilerle Dayanışma Platformu – TGDP*) à la presse et à l'opinion publique, « 10 septembre : Le plus grand procès de presse de l'histoire de la République de Turquie », 27/08/2012
<http://www.susam-sokak.fr/article-10-septembre-le-plus-grand-proces-de-presse-de-l-histoire-de-la-republique-de-turquie-109467726.html>

Reporters sans Frontières, « Quarante-quatre journalistes en procès : 'la criminalisation du journalisme doit cesser' », 10/09/2012
http://fr.rsf.org/turquie-quarante-quatre-journalistes-en-10-09-2012_43351.html

Reporters sans Frontières, « Procès de masse de journalistes : deux mois de plus en prison, la justice à l'abri des regards », 13/09/2012
http://fr.rsf.org/turquie-quarante-quatre-journalistes-en-10-09-2012_43351.html

Reporters sans Frontières, « Chronique du harcèlement judiciaire des médias en Turquie : juillet-novembre 2012 », 07/11/2012
http://fr.rsf.org/turquie-affaire-pkk-suivi-des-dernieres-27-07-2012_43118.html

Archives de la Fédération européenne des Journalistes, « Set journalists free in Turkey: EFJ campaign update », 16/11/2012
<http://peaceinkurdistancampaign.wordpress.com/category/kck-trials/page/4/>

Blog 'Susam-sokak' (blog d'Etienne Copeaux), « Le procès de 46 journalistes passe inaperçu des médias français », 23/02/2013
<http://www.susam-sokak.fr/article-le-proces-de-46-journalistes-passe-inaper-u-des-medias-fran-ais-115611671.html>

Reporters sans Frontières, « Chronique du harcèlement des médias en Turquie depuis mars 2013 », 29/04/2013
http://fr.rsf.org/turquie-chronique-du-harcelement-des-02-04-2013_44285.html

Le blog de Philochar, « La liberté de la presse attendra en Turquie... », 20/06/2013
<http://phileruth.wordpress.com/2013/06/>

PEN International, « Turkey: One Journalist Released but 22 Others Remain Detained in Kurdish Press Trial », 03/10/2013
<http://www.pen-international.org/newsitems/turkey-one-journalist-released-but-22-others-remain-detained-in-kurdish-press-trial/>

DIHA, « 'It is normal that this sense of journalism disturbs governments' », 02/12/2013
<http://diclenews.com/2/22/viewNews/373528>

Site web 'Rudaw.net', « Turkish Crackdown on Pro-Kurdish Journalists Rings Alarm Bells », 02/12/2013
<http://rudaw.net/english/middleeast/turkey/02122013>

IFEX, « Two journalists freed in Turkey, but sixty others remain in jail », 12/12/2013
http://www.ifex.org/turkey/2013/12/12/press_release_turkey/

Reporters sans Frontières, « Chronique du harcèlement des médias en Turquie depuis janvier 2014 - Piétinement de l'affaire KCK », 22/01/2014
http://fr.rsf.org/turquie-chronique-du-harcelement-des-10-01-2014_45718.html

Site web 'Firat News.com', « Kurdish journalists to refuse to attend trial », 02/03/2014
<http://en.firatajans.com/news/news/kurdish-journalists-to-refuse-to-attend-trial.htm>

Site web 'Firat News.com', « Journalists refuse to attend court in 'KCK Press Trial' », 03/03/2014
<http://en.firatajans.com/news/news/journalists-refuse-to-attend-court-in-kck-press-trial.htm>

Site web 'Firat News.com', « Three released in 'KCK Press Trial' », 03/03/2014
<http://en.firatajans.com/news/news/three-released-in-kck-press-trial-flash.htm>

Anadolu Agency, « Turquie : le Président de la République a approuvé la loi qui supprime les tribunaux spéciaux », 06/03/2014
<http://www.aa.com.tr/fr/news/297774--turquie-le-president-de-la-republique-a-approuve-la-loi-qui-supprime-les-tribunaux-speciaux>

The European Federation of Journalists (EFJ), « Turkey°: EFJ Welcomes Release of Journalists, but Denounces YouTube Blocking », 27/03/2014
[http://www.ifj.org/services/news-single-view/?no_cache=1&tx_ttnews\[backPid\]=1&tx_ttnews\[tt_news\]=9120&cHash=fd528bb1b4de21fda4da93cc03eda9](http://www.ifj.org/services/news-single-view/?no_cache=1&tx_ttnews[backPid]=1&tx_ttnews[tt_news]=9120&cHash=fd528bb1b4de21fda4da93cc03eda9)

Autres

Message tweeter de Frederike Geerdink, 27/09/2013
<https://twitter.com/fgeerdink/status/383594798869139456>